

least possible delay the objectives of the Administration's medical development plan."

(c) *With regard to the erection of landmarks:*

4. *Recommends* that the Administering Authority take steps to ensure that the local population is informed of the purposes of any future land surveys and of any landmarks used in that connexion;

(d) *With regard to the question of forest reserves:*

5. *Urges* the petitioners to co-operate with the Administering Authority in its programme of re-afforestation;

(e) *With regard to the general questions raised by the petitioners:*

6. *Decides* to inform the petitioners that the general questions of land alienation, compensation for expropriated land, medical facilities, re-afforestation, education and exploitation of mineral resources, have been and will continue to be examined by the Council in connexion with its annual examination of conditions in the Trust Territory;

7. *Invites* the Secretary-General to inform the Administering Authority and the petitioners of this resolution in accordance with rule 93 of the rules of procedure for the Trusteeship Council.

442nd meeting,  
10 July 1952.

**484 (XI). Petition from the Arusha Citizen Union (T/Pet.2/146) concerning Tanganyika**

*Acting* under Article 87 b of the Charter and in accordance with its rules of procedure,

*Having accepted and examined* at its eleventh session the petition from the Arusha Citizen Union (T/Pet.2/146), in consultation with the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland as the Administering Authority concerned, which designated Sir John Lamb as special representative,

*Having taken note* of the written observations of the Administering Authority (T/953/Add.2) as well as of the oral statement<sup>28</sup> of the special representative, in particular that:

(a) The Arusha township has been reduced to one quarter of its original size and no new expansion is envisaged; it is true that Africans were moved from pockets of land within the township's boundaries but all received appropriate compensation; as regards the particular areas at Muiet and Oljoro, the former was acquired by the Government in 1928 and consists of land unsuitable for cultivation and the latter was never used by the Africans,

<sup>28</sup> *Ibid.*

il recommande à l'Autorité chargée de l'administration de faire tous ses efforts pour atteindre, dans le plus bref délai possible, les buts qu'elle énonce dans son plan de développement des services médicaux."

c) *En ce qui concerne l'installation de bornes:*

4. *Recommande* à l'Autorité chargée de l'administration de prendre des mesures pour faire en sorte que la population locale soit informée des buts de toute opération ultérieure d'arpentage des terres et des raisons pour lesquelles on installerait des bornes;

d) *En ce qui concerne la question des réserves forestières:*

5. *Invite instamment* les pétitionnaires à collaborer avec l'Autorité chargée de l'administration pour l'exécution de son programme de reboisement;

e) *En ce qui concerne les questions générales soulevées par les pétitionnaires:*

6. *Décide* de porter à la connaissance des pétitionnaires que les questions générales concernant l'aliénation des terres, la compensation pour les terres expropriées, les services médicaux, le reboisement, l'éducation et l'exploitation des ressources minières ont été étudiées, et continueront d'être étudiées, par le Conseil à l'occasion de son examen annuel de la situation dans le Territoire sous tutelle;

7. *Invite* le Secrétaire général à porter la présente résolution à la connaissance de l'Autorité chargée de l'administration et à celle des pétitionnaires, conformément à l'article 93 du règlement intérieur du Conseil de tutelle.

442ème séance,  
10 juillet 1952.

**484 (XI). Pétition de l'Arusha Citizen Union (T/Pet.2/146) concernant le Tanganyika**

*Agissant* en vertu de l'alinéa b de l'Article 87 de la Charte et conformément à son règlement intérieur,

*Ayant reçu et examiné*, à sa onzième session, la pétition de l'Arusha Citizen Union (T/Pet.2/146), en consultation avec le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Autorité chargée de l'administration du Territoire en question, qui avait désigné Sir John Lamb comme représentant spécial,

*Ayant pris acte* des observations écrites de l'Autorité chargée de l'administration (T/953/Add.2), ainsi que de la déclaration verbale<sup>28</sup> du représentant spécial, d'où il ressort notamment ce qui suit:

a) La ville d'Arusha a été réduite au quart de sa superficie initiale et l'on n'envisage aucun nouvel agrandissement; il est exact que des Africains ont dû évacuer certaines poches de terres situées dans les limites de la ville, mais tous ont reçu des indemnités adéquates; en ce qui concerne en particulier les régions de Muiet et d'Oljoro, la première, dont les terres sont impropres à la culture, a été acquise par le gouvernement en 1928, et la seconde n'a jamais été utilisée par les Africains,

<sup>28</sup> *Ibid.*

(b) Wherever possible, water supplies are being increased and such action forms an important part of the Administering Authority's development plan; the furrows in question formerly supplied water to Africans living both within and outside the boundaries of the Arusha township, but when the former were moved their rights were reallocated to other users by the Arusha Water Board upon which the Africans are represented,

(c) Land shortage exists only in certain areas and new land is being developed to remedy this; as regards soil erosion, considerable conservation measures have been introduced in the Arusha District despite active opposition from the indigenous population; the need for improving the standard of agricultural instruction is recognized and a comprehensive training scheme is planned,

(d) The shortage of grazing land is due largely to the increase of African livestock and the real remedy is to reduce the number of livestock; a successful campaign for the reduction of livestock has been carried out in an area neighbouring the Arusha District,

(e) Cattle dipping is compulsory for both Europeans and Africans in the Arusha District,

(f) Cattle grazing within the Meru forest has been forbidden because of re-forestation,

(g) The expansion of existing educational facilities is provided for under the Ten-Year Development Plan,

(h) Hospital facilities are comparatively adequate in view of the short distances involved; it is planned to establish more dispensaries and to increase the number of trained midwives and nurses,

(i) Africans are not deterred from forming unions or societies by fear of reprisals and the existence of free speech was observed by the Visiting Mission,

(j) The Arusha have equal opportunities with other tribes to be represented on local government bodies and the interests of the Northern Province will be fully safeguarded in any future constitutional developments,

#### *The Trusteeship Council*

1. *Draws the attention* of the petitioners to the observations of the Administering Authority;

(a) *With regard to the question of expansion of the Arusha township:*

2. *Considers* that under the circumstances no recommendation by the Council is necessary;

(b) *With regard to the conservation of land resources:*

3. *Recommends* that the Administering Authority continue to carry out its propaganda campaign empha-

b) Partout où cela est possible, on s'efforce de développer l'approvisionnement en eau et ces mesures constituent un aspect important du plan de développement de l'Autorité chargée de l'administration; les canaux d'irrigation dont parlent les pétitionnaires approvisionnaient autrefois en eau non seulement les propriétaires africains dont les terres étaient situées dans les limites de la ville d'Arusha, mais encore ceux dont les terres se trouvaient en dehors de ces limites, et, lorsque les premiers ont été déplacés, leurs droits ont été concédés à d'autres usagers par le Comité des eaux d'Arusha, dans lequel les Africains sont représentés,

c) La pénurie de terres de culture n'existe que dans certaines régions et l'on met de nouvelles terres en valeur pour remédier à cette situation; en ce qui concerne l'érosion du sol, d'importantes mesures de conservation du sol ont été mises en œuvre dans le district d'Arusha malgré la vive opposition de la population autochtone; l'Autorité chargée de l'administration reconnaît qu'il est nécessaire d'avoir de meilleurs instructeurs en matière d'enseignement agricole et un vaste projet pour la formation de ces instructeurs est en préparation,

d) La pénurie de pâturages est due en grande partie à l'accroissement du cheptel africain et la véritable solution du problème consisterait à réduire le nombre des têtes de bétail; on a entrepris avec succès, dans une région avoisinante du district d'Arusha, une campagne pour la réduction du cheptel,

e) L'immersion du bétail est obligatoire dans le district d'Arusha pour tout le bétail, qu'il appartienne à des Européens ou à des Africains,

f) Le pâturage des troupeaux dans la forêt de Meru a été interdit en raison des opérations de reboisement,

g) Le plan décennal prévoit le développement des moyens d'enseignement existants,

h) Les services d'hôpitaux sont relativement suffisants, étant donné les courtes distances à parcourir; on se propose de créer de nouveaux dispensaires et d'augmenter le nombre des sages-femmes et des infirmières qualifiées,

i) Il est inexact que les Africains hésitent à constituer des syndicats ou des associations par crainte de représailles et la Mission de visite a constaté que la liberté d'expression était assurée,

j) Les Arushas ont les mêmes possibilités que les autres tribus d'être représentés dans les organismes de gouvernement local et les intérêts de la province du Nord seront pleinement sauvegardés quand l'Administration élaborera des réformes d'ordre constitutionnel,

#### *Le Conseil de tutelle*

1. *Attire l'attention* des pétitionnaires sur les observations de l'Autorité chargée de l'administration;

a) *En ce qui concerne la question de l'expansion de la ville d'Arusha:*

2. *Considère* que, dans ces conditions, la pétition n'appelle aucune recommandation de sa part;

b) *En ce qui concerne la conservation des terres:*

3. *Recommande* à l'Autorité chargée de l'administration de poursuivre sa campagne de propagande expo-

sizing the dangers of soil erosion and the measures employed to combat it;

(c) *With regard to the overstocking of livestock:*

4. *Recommends* that the Administering Authority carry out a propaganda campaign, based on the experience obtained in the Mbulu District, in favour of a selective reduction in the number of livestock in the Arusha District;

(d) *With regard to the question of forest resources:*

5. *Urges* the petitioners to co-operate with the Administering Authority in its programme of re-afforestation;

(e) *With regard to the question of the development of education and medical facilities, the training of medical staff, and African representation on the Legislative Council:*

6. *Draws the attention* of the petitioners to the following recommendation adopted by the Council at its eleventh session:

*“Educational Advancement*

“... ”

“The Council

“(a) Notes with satisfaction that the revised Ten-Year Plan for African education represents a considerable improvement over the original plan, especially with regard to the targets of primary education and that the plan is being implemented in an energetic manner;

“(b) Shares the view of the Visiting Mission that the targets for post-primary education under the revised Ten-Year Plan are too limited and expresses the hope that the Administering Authority will review the provisions of the Plan with respect to post-primary education with a view to expanding this part of the programme;

“(c) Notes with approval the increase in the number of Tanganyika students both at the Makerere University College and in the United Kingdom and, in view of the future need for a University in the Territory, welcomes the statement of the Administering Authority that the question of the establishment of a University College in Tanganyika is receiving active consideration;

“(d) Notes with satisfaction the increased facilities for vocational and technical training made available in the Territory and expresses its confidence that, in view of the great need for technically trained Africans, the Administering Authority will continue its efforts in this important field of education.

*“Medical and health services*

“The Council, while noting with approval that there has been some increase in the medical staff during the year under review, shares the view of the Mission and of the Administering Authority that the present medical and health facilities are

sant les dangers que présente l'érosion du sol et les moyens employés pour y remédier ;

c) *En ce qui concerne l'accroissement excessif du cheptel:*

4. *Recommande* à l'Autorité chargée de l'administration d'entreprendre pour le district d'Arusha, en se fondant sur l'expérience acquise dans le district de Mbulu, une campagne de propagande pour la réduction du cheptel par sélectionnement ;

d) *En ce qui concerne la question des ressources forestières:*

5. *Invite instamment* les pétitionnaires à collaborer avec l'Autorité chargée de l'administration pour la mise en œuvre de son programme de reboisement ;

e) *En ce qui concerne le développement de l'enseignement et des services médicaux, la formation de personnel médical et la représentation des Africains au Conseil législatif:*

6. *Attire l'attention* des pétitionnaires sur les recommandations suivantes adoptées par le Conseil à sa onzième session :

*“Progrès de l'enseignement*

“... ”

“Le Conseil

“(a) Constate avec satisfaction que le plan décennal révisé pour le développement de l'enseignement des Africains marque un progrès considérable sur le plan primitif, notamment en ce qui concerne l'enseignement primaire, et que l'exécution se poursuit de façon énergique ;

“(b) Estime, comme la Mission, que les objectifs prévus pour l'enseignement postprimaire dans le cadre du plan décennal ne sont pas suffisants et espère que l'Autorité chargée de l'administration remettra à l'étude les dispositions du plan qui concernent l'enseignement postprimaire et développera cette partie du programme ;

“(c) Constate avec satisfaction que le nombre des étudiants du Tanganyika a augmenté, à l'université de Makérére comme au Royaume-Uni, et, comme il faudra un jour fonder une université dans le Territoire, est heureux d'apprendre que l'Autorité chargée de l'administration étudie de très près la création d'un collège universitaire au Tanganyika ;

“(d) Constate avec satisfaction que les possibilités d'enseignement professionnel et technique se multiplient dans le Territoire et espère, étant donné le grand besoin que ressent le Territoire de techniciens africains, que l'Autorité chargée de l'administration poursuivra ses efforts dans cette importante branche d'enseignement.”

*“Services médicaux et services d'hygiène*

“Le Conseil constate avec satisfaction que l'effectif du personnel médical a quelque peu augmenté pendant l'année qui fait l'objet du rapport ; mais il estime, comme la Mission de visite et l'Autorité chargée de l'administration, que les services médicaux et

inadequate for the needs of the Territory. The Council also notes with concern the statement of the Visiting Mission with respect to medical training and the standard of construction of hospitals, and recommends that every effort be made to achieve with the least possible delay the objectives of the Administration's medical development plan.

*"Executive and legislative organs*

"... The Council, ... (b) In view of the doubts expressed by the Visiting Mission as to the wisdom or practicability of delaying for five years the implementation of the legislative reforms, expresses the hope that progress with the over-all development of new political institutions will be rapid enough to permit a shortening of this period, and suggests that the Administering Authority consider the use of a common electoral roll with appropriate qualifications as one possible form of bridge between the proposed system of communal representation and a more representative one.";

*(f) With regard to the general questions raised by the petitioners:*

7. *Decides* to inform the petitioners that the general questions of land alienation, water supplies, agriculture, forest resources, education, medical services, freedom of speech and of association, and African representation, have been and will continue to be examined by the Council in connexion with its annual examination of conditions in the Trust Territory;

8. *Invites* the Secretary-General to inform the Administering Authority and the petitioners of this resolution in accordance with rule 93 of the rules of procedure for the Trusteeship Council.

*442nd meeting,  
10 July 1952.*

**485 (XI). Petition from Mr. Joseph Byebaliro (T/Pet.2/148) concerning Tanganyika**

*Acting* under Article 87 b of the Charter and in accordance with its rules of procedure,

*Having accepted and examined* at its eleventh session the petition from Mr. Joseph Byebaliro (T/Pet.2/148), in consultation with the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland as the Administering Authority concerned, which designated Sir John Lamb as special representative,

*Having taken note* of the written observations of the Administering Authority (T/953/Add.4) as well as of the oral statement<sup>29</sup> of the special representative, in particular that:

(a) The controlled marketing of coffee by the Bukoba Coffee Board is in the best interests of the indigenous producers and, while it is true that

<sup>29</sup> *Ibid.*

services d'hygiène actuels sont insuffisants en face des besoins du Territoire. Le Conseil note, d'autre part, avec inquiétude la déclaration faite par la Mission de visite au sujet de la formation du personnel médical et des normes de construction des hôpitaux; il recommande à l'Autorité chargée de l'administration de faire tous ses efforts pour atteindre, dans le plus bref délai possible, les buts qu'elle énonce dans son plan de développement des services médicaux."

*"Organes exécutifs et législatifs*

"... Le Conseil, ... b) considérant que la Mission de visite a douté qu'il fût sage ou rationnel de différer de cinq ans la mise en œuvre des réformes législatives, exprime l'espoir que le développement général de nouvelles institutions politiques progressera avec une célérité suffisante pour permettre d'abrèger cette période, et conseille à l'Autorité chargée de l'administration d'envisager l'utilisation d'une liste électorale commune, avec toutes les réserves utiles, comme l'un des moyens de passer du système de représentation des groupes de population qu'elle envisage actuellement à un système plus représentatif";

*f) En ce qui concerne les questions générales soulevées par les pétitionnaires:*

7. *Décide* de porter à la connaissance des pétitionnaires que les questions d'ordre général concernant l'aliénation des terres, l'approvisionnement en eau, les ressources forestières, l'éducation, les services médicaux, la liberté d'expression, le droit d'association et la représentation des Africains ont été étudiées, et continueront d'être étudiées, par le Conseil à l'occasion de son examen annuel de la situation dans le Territoire sous tutelle;

8. *Invite* le Secrétaire général à porter la présente résolution à la connaissance de l'Autorité chargée de l'administration et à celle des pétitionnaires, conformément à l'article 93 du règlement intérieur du Conseil de tutelle.

*442ème séance,  
10 juillet 1952.*

**485 (XI). Pétition de M. Joseph Byebaliro (T/Pet.2/148) concernant le Tanganyika**

*Agissant* en vertu de l'alinéa b de l'Article 87 de la Charte et conformément à son règlement intérieur,

*Ayant reçu et examiné*, à sa onzième session, la pétition de M. Joseph Byebaliro (T/Pet.2/148), en consultation avec le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Autorité chargée de l'administration du Territoire en question, qui avait désigné Sir John Lamb comme représentant spécial,

*Ayant pris acte* des observations écrites de l'Autorité chargée de l'administration (T/953/Add.4), ainsi que de la déclaration verbale<sup>29</sup> du représentant spécial, d'où il ressort notamment ce qui suit:

a) Le contrôle des ventes du café par le Bukoba Coffee Board a pour but de servir les intérêts des producteurs autochtones et, s'il est exact que des contre-

<sup>29</sup> *Ibid.*